



CONFERENCE MONDIALE SUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES: 18-22 JANVIER 2005

La Conférence Mondiale sur la Prévention des Catastrophes (CMPC) s'ouvre aujourd'hui à l'Hôtel Portopia, à Kobe, Département de Hyogo, au Japon. La CMPC est soutenue par le Secrétariat Inter-Agences de la Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes (SIPC), qui a été désigné Secrétariat de la Conférence. Plus de 5000 participants sont attendus à la CMPC, dont des représentants des gouvernements, des agences spécialisées des Nations Unies, des diverses organisations intergouvernementales (OIG) et non gouvernementales (ONG). La CMPC vise à accroître le profil international de la prévention des risques de catastrophe, à promouvoir son intégration dans la planification et la pratique du développement, et à renforcer les capacités locales et nationales dans le domaine du traitement des causes des catastrophes qui entravent le développement dans de nombreux pays. Les participants à la CMPC se pencheront probablement sur trois documents conclusifs: l'Examen de l'édition 1994 de la Stratégie et du Plan d'Action de Yokohama pour un Monde Plus Sûr; le programme d'action de la période 2005-2015; et la déclaration politique.

La CMPC est organisée en trois segments: la Réunion Intergouvernementale, la Réunion Thématique et le Forum Public. Dans la Réunion Intergouvernementale, des négociations auront lieu autour des documents conclusifs. La Réunion Thématique englobera des exposés et des séances de discussions autour de cinq thèmes: la gouvernance, les cadres institutionnels et politiques de la prévention des risques; la détermination des risques, l'évaluation, le suivi et l'alerte précoce; l'information, l'innovation et la sensibilisation pour l'édification d'une culture de sécurité et de résistance; la réduction des facteurs de risque sous-jacents; et la préparation de mesures de réponse efficace. La Réunion Thématique comprendra également des sessions régionales et trois tables rondes de haut niveau consacrées aux thèmes suivants: "Risques de catastrophes: le prochain défi à relever dans le cadre du développement," "Apprendre à vivre avec le risque," et "Risques émergents: que nous réserve l'avenir?" Le Forum Public englobera des ateliers, des stands d'exposition et des sessions consacrées aux posters. En réaction au tsunami de l'Océan Indien de décembre 2004, la CMPC tiendra également des sessions supplémentaires sur le thème de l'alerte précoce face aux tsunamis.

La tenue de la CMPC coïncide avec le dixième anniversaire du tremblement de terre de Great Hanshin-Awaji de 1995, et une cérémonie de commémoration pour les victimes s'est tenue à Kobe, lundi 17 janvier.

BREF HISTORIQUE DE LA GESTION DES CATASTROPHES PAR LES NATIONS UNIES

Ces dernières années, la Prévention des Catastrophes est devenue un sujet de plus en plus important sur la scène internationale. Les catastrophes, notamment, les inondations, les sécheresses, les tempêtes, les glissements de terrains, les tremblements de terre, les tsunamis et les épidémies, exercent un impact de plus en plus important sur les êtres humains en raison de facteurs tels que la croissance démographique et l'urbanisation, la pauvreté grandis-

sante et les évolutions survenant dans l'environnement de la planète, y compris les changements climatiques, la désertification et les pertes de biodiversité. La plupart des décideurs politiques et des autorités universitaires reconnaissent que la mauvaise planification, la pauvreté et une gamme d'autres facteurs sous-jacents, créent une vulnérabilité qui aboutit à des insuffisances au niveau des capacités ou des mesures de réduction des conséquences négatives potentielles des risques. Cette vulnérabilité contribue, autant que les risques naturels eux-mêmes, à l'envergure des catastrophes. Ainsi, les dangers ne se transforment en catastrophes que lorsque les conditions de haut risque sont présentes. De nombreux experts estiment qu'une action visant à réduire les risques est désormais indispensable pour la protection des communautés vulnérables et pour la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

DECENNIE INTERNATIONALE DE LA PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES: L'augmentation du nombre de victimes humaines et de dégâts matériels, enregistrée dans les années 1980 a amené l'Assemblée Générale de l'ONU, en 1989, à proclamer la décennie 1990, Décennie Internationale de la Réduction des Catastrophes Naturelles (DIRCN) (résolution 44/236). L'objectif de la DIRCN consiste à traiter de la prévention des catastrophes, dans le cadre d'une gamme d'événements, tels que les tremblements de terre, les tempêtes de vents, les tsunamis, les inondations, les glissements de terrains, les éruptions volcaniques, les feux à propagation rapide, les invasions de criquets et de sauterelles, et la sécheresse et la désertification.

STRATEGIE ET PLAN D'ACTION DE YOKOHAMA: L'un des principaux résultats de la DIRCN a été la Stratégie de Yokohama pour un Monde Plus Sûr, et son Plan d'Action, adoptés en 1994, à la Conférence Mondiale sur la Prévention des Catastrophes Naturelles, à Yokohama, Département de Kanagawa, au Japon. La Stratégie de Yokohama établit les lignes directrices devant encadrer l'action de prévention, de réactivité et d'atténuation des risques de catastrophes. Ces lignes directrices sont basées sur un ensemble de principes qui soulignent l'importance: de l'évaluation des risques; de la prévention et de la réactivité aux catastrophes; de la capacité de prévenir, de réduire et d'atténuer les catastrophes; et de l'alerte précoce. Les principes émanent de la reconnaissance que les mesures préventives sont plus efficaces lorsque les parties prenantes, à tous les niveaux, sont impliquées, et que la vulnérabilité peut être réduite par l'application de "conceptions appropriées" et de "schémas de développement" focalisés sur des groupes cibles. Les principes soulignent également que la communauté internationale devrait partager les technologies de prévention, de réduction et de l'atténuation des catastrophes, et faire montre d'une forte volonté politique dans le domaine de la Prévention des Catastrophes.

STRATEGIE INTERNATIONALE POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES: En 1999, à sa 54^{ème} session, l'Assemblée Générale de l'ONU a décidé la poursuite des activités axées sur la prévention des catastrophes et la réduction de la vulnérabilité, menées durant la DIRCN. Elle a ainsi établi la Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes (SIPC), qui est appuyée par l'expertise et les connaissances scientifiques et techniques accumulées durant la DIRCN. Un Secrétariat



Inter-agences et un Groupe de Travail Inter-agences sur la Prévention des Catastrophes (GTIA), chargés de la mise en application de la Stratégie, ont également été établis (en vertu, respectivement, de la résolution 54/219 et de la résolution 56/195). Parmi les tâches qui lui sont assignées, le GTIA organise des réunions d'experts *ad hoc* sur les questions ayant trait à la Prévention des Catastrophes. La dixième réunion s'est déroulée à Genève, les 7 et 8 octobre 2004.

RESOLUTION 58/214 DE L'ASSEMBLEE GENERALE: En février 2004, l'Assemblée Générale de l'ONU a adopté la résolution 58/214, dans laquelle il décide de convoquer une CMRC. La résolution établit les objectifs de la CMRC, qui consistent: à achever l'étude évaluative de la Stratégie et du Plan d'Action de Yokohama, en vue de mettre à jour le cadre directeur régissant la Prévention des Catastrophes, pour le 21^{ème} siècle; à identifier les activités particulières visant à s'assurer de la mise en œuvre de dispositions pertinentes du Plan de Mise en application de Johannesburg (PMAJ), adopté par le Sommet Mondial pour le Développement Durable (SMDD), dans les domaines de la vulnérabilité, de l'évaluation des risques et de la gestion des catastrophes; à partager les bonnes pratiques et les leçons apprises, pour le soutien de la facilitation de la Prévention des Catastrophes dans le cadre de la concrétisation du développement durable et de la détermination des lacunes à combler et des défis à relever; à améliorer la prise de conscience quant à l'importance des politiques de Prévention des Catastrophes, aux fins de faciliter et de promouvoir la mise en œuvre de ces politiques; et à accroître la crédibilité et la disponibilité des données appropriées concernant les catastrophes, au public et aux agences chargées de la gestion des catastrophes, dans toutes les régions, comme établi dans les clauses pertinentes du PMAJ.

PROCESSUS PREPARATOIRE: Après l'adoption de la résolution 58/214, un Comité Préparatoire de la CMPC a été établi et chargé des préparatifs des documents de conclusion pour adoption à la CMPC: une déclaration politique comprenant la vision stratégique concernant la prévention des risques et de la vulnérabilité aux dangers naturels et technologiques, durant la période 2005-2015; et un document programme contenant les éléments devant figurer dans les mesures politiques permettant la mise en application de la vision stratégique établie dans la déclaration, intitulé provisoirement "Edifier la Résistance des Nations et des Communautés, face aux Catastrophes: Cadre d'Action [de Hyogo], 2005-2015." L'évaluation en cours de la mise en application de la Stratégie et du Plan d'Action de Yokohama, de 1994, fournit le cadre nécessaire à ces documents.

Prepcom I: La première session du Comité Préparatoire de la CMPC s'est déroulée à Genève, en Suisse, les 6 et 7 mai 2004. La réunion a traité des questions de procédures, y compris l'adoption du règlement intérieur provisoire de la CMPC, l'organisation des travaux et les arrangements proposés pour l'accréditation et la participation dans le processus préparatoire et dans la CMPC. Les délégués y ont également entendu un rapport sur l'état d'avancement du processus préparatoire de la CMPC, et ont débattu du plan provisoire annoté de l'examen de la Stratégie et du Plan d'Action de Yokohama et des éléments proposés pour le programme d'action de la CMPC.

Prepcom II: La deuxième session du Comité Préparatoire de la CMPC s'est tenue à Genève, les 11 et 12 octobre 2004. Les délégués y ont procédé à l'examen d'une nouvelle version du cadre d'action provisoire. Les délégués y ont traité, également: de l'accréditation des ONG et autres principaux groupes auprès du processus préparatoire et de la CMPC; du règlement intérieur provisoire du processus préparatoire et de la CMPC; du format et de l'ordre du jour proposés pour la CMPC; et du "mécanisme de partenariat." Les délégués ont également entendu un rapport sur l'état d'avancement du processus préparatoire de la CMPC et ont débattu du projet d'examen de la Stratégie et du Plan d'Action de Yokohama. A la fin de la deuxième session, le Comité Préparatoire a décidé d'établir un Comité de Rédaction de composition non limitée, pour poursuivre le travail sur le projet de programme d'action et pour procéder à l'examen du projet de déclaration politique.

COMITE DE REDACTION: Le comité de rédaction, auquel prennent part 54 pays, s'est réuni régulièrement à Genève, jusqu'à la date du 14 janvier 2005, et a négocié le projet de document

conclusif du programme, qui a été mis en circulation le 21 décembre 2004. Parmi les questions non encore résolues qui y figurent: les définitions et la portée des dangers devant être traités par la CMPC, et le point de savoir si les risques et les catastrophes technologiques et écologiques doivent être examinés; le rattachement de la prévention des risques aux changements climatiques; les ressources financières; la référence aux processus intergouvernementaux en rapport, décrits actuellement dans l'Annexe attachée au document; et les responsabilités régionales, telles que la gestion transfrontière des bassins fluviaux. Le Comité de Rédaction a également émis des commentaires sur la déclaration politique, qui sera traitée, à la CMPC, par un groupe de contact.

LES FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE INTERSESSIONS

CdP-10 DE L'UNFCCC: La dixième Conférence des Parties (CdP-10) à la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques (UNFCCC) s'est déroulée à Buenos Aires, en Argentine, du 6 au 17 décembre 2004. Plus de 6100 participants y étaient présents. Tout le long de la CdP-10, les Parties ont procédé à des échanges de vue sur les activités de l'UNFCCC, de pertinence pour d'autres réunions intergouvernementales et notamment pour la CMPC. Dans la décision finale, la CdP note que les Parties ont procédé à des échanges de vue, et ont demandé au Secrétariat de présenter un rapport sur les activités de l'UNFCCC de pertinence pour la CMPC. Toutefois, le libellé faisant référence à la soumission d'un rapport sur la CMPC, à la CdP de l'UNFCCC, a été omis.

TSUNAMI DE L'OCEAN INDIEN: Le 26 décembre 2004, un tremblement de terre d'intensité 9.0 sur l'échelle de Richter, s'est produit sur la côte ouest de l'île indonésienne de Sumatra, provoquant un tsunami massif qui s'est répandu à travers l'Océan indien en à peine quelques heures, touchant les littoraux d'au moins 12 pays et provoquant la mort de plus de 160000 personnes et la perte de millions de moyens de vivre. La communauté internationale y a répondu par d'importants secours humanitaires et dons financiers au profit des régions touchées. Des conférences consacrées à l'aide ont été tenues les 6 et 12 janvier 2005, respectivement, à Jakarta, en Indonésie, et à Genève, en Suisse, aboutissant à l'annonce de la mise en place d'un système d'alerte précoce pour les tsunamis dans l'Océan Indien, et de l'amélioration de l'effort de secours international, mobilisé par les Nations Unies.

REUNION INTERNATIONALE SUR L'EVALUATION DE L'APPLICATION DU PAB: La Réunion Internationale sur l'Evaluation Décennale de l'Application du Programme d'Action de la Barbade (PAB) pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement (PEID) s'est déroulée du 10 au 14 janvier 2005, à Port Louis, à Maurice. Les négociations intergouvernementales ont été focalisées sur la conclusion de la Stratégie de Maurice pour la suite de la mise en application du PAB. La Stratégie de Maurice souligne que les PEID entreprennent un renforcement de leurs cadres nationaux en vue d'une gestion plus efficace des catastrophes et s'engagent, avec le soutien nécessaire de la communauté internationale: à renforcer la SIPC et les mécanismes régionaux qui s'y rapportent mis en place par les PEID, comme autant de dispositifs pour l'amélioration de l'atténuation des catastrophes et des capacités de préparation et d'alerte précoce, à l'échelon national, de la prise de conscience du public quant à la Prévention des Catastrophes, de la stimulation des partenariats interdisciplinaires et intersectoriels, et de l'intégration de la gestion des risques dans le processus de la planification nationale; à utiliser les opportunités offertes, telles que la CMPC, pour se pencher sur les préoccupations particulières des PEID, y compris les questions ayant trait aux arrangements d'assurance et de réassurance en faveur des PEID; et à augmenter les capacités des PEID dans le domaine de la prévision et de la réponse aux catastrophes naturelles et environnementales.

Les participants ont également adopté la Déclaration de Maurice, qui, entre autres, mentionne le tsunami de l'Océan indien de décembre 2004, comme étant une indication du besoin d'élaborer et de renforcer les systèmes efficaces de réduction des risques des catastrophes et d'alerte précoce, les secours d'urgence et les capacités de réhabilitation et de reconstruction.